

<https://www.aefinfo.fr/depeche/712981-groupes-de-besoin-des-enseignants-racontent-co...>

Anne Mascret

11 min read

## Groupes de besoin : des enseignants racontent comment ils ont perçu les formations

Dans l'académie de Grenoble, les cadres rectoraux ont déployé de nombreux outils pour aider les enseignants à mettre en place les groupes de besoin à la rentrée prochaine en 6e et 5e ([lire sur AEF info](#)). Comment cela est-il reçu par les enseignants ? Comment ont-ils vécu les webinaires organisés par les IA-IPR de leur discipline ? C'est la question qu'AEF info a posée à trois d'entre eux. Dans l'académie de Rennes, une enseignante de français raconte comment la demi-journée banalisée organisée par les IPR a tourné court, avec 40 enseignants convoqués sur 50 qui ont refusé d'y participer.



La réforme du "choc des savoirs" se traduit par la mise en place de "groupes de besoin" en français et en mathématiques dès la rentrée prochaine en 6e et 5e. MaxPPP -

Alexandre MARCHI

Tandis que la mise en place de groupe de besoin en 6e et 5e à la rentrée prochaine rencontre toujours l'opposition des syndicats enseignants, des webinaires ont été organisés ces semaines dernières par des IA-IPR en académie pour aider les enseignants à appliquer cette mesure.

"Il y a un décalage complet par rapport à ce qui est vécu dans les établissements", déclare François Lecoïnte, secrétaire général du Snes-FSU de Grenoble, à la lecture des propos des IPR de son académie sur la mise en place des groupes de besoin ([lire sur AEF info](#)). "Quand je lis qu'il n'y a 'pas eu de message ou de prise de parole désagréable lors des webinaires' des IPR, je saute de ma chaise. Alors certes, l'exercice était descendant et les IPR ont prévenu dès le départ qu'ils ne répondraient pas aux questions des enseignants, mais les captures d'écran des chats montrent au contraire de nombreuses prises de parole des collègues exprimant craintes et colère. Ils ne réalisent pas ce qui se passe dans les établissements."

Véhémence des propos sur le chat du webinaire



Gaétan Raffin, professeur de mathématiques au collège de Roussillon en Isère, syndiqué au SE-Unsa

| *Gaétan Raffin*

Gaétan Raffin, professeur de mathématiques au collège de Roussillon en Isère, syndiqué au SE-Unsa, confirme que la règle a été fixée dès le départ : "Les IPR ne répondront pas aux questions." Il a suivi le webinaire (8h-10h) "de loin", avec un autre collègue professeur de math, "tout en travaillant". "On a un troisième collègue qui l'a suivi dans sa voiture, les deux derniers étant en arrêt maladie", précise-t-il. Il affirme en être sorti "avec rien". "Lors de la dernière réforme du collège en 2016, nous avons eu de vraies formations, en équipe interdisciplinaire, des jours entiers, durant une année entière. Là, on ne met absolument pas les moyens : on est chacun dans notre coin, pendant deux heures, à écouter un discours, et rien n'apaise nos craintes. Et dès qu'on veut entrer dans le concret, on nous dit qu'on va y arriver parce qu'on est formidable. Cette manière de faire me dérange vraiment."

Catherine Buisson, professeure de français au collège de Vulbens (Haute-Savoie) et syndiquée elle aussi au SE-Unsa, confirme la "véhémence des propos des collègues sur le chat". "J'ai même eu vent d'un établissement où l'IPR a ensuite téléphoné à une collègue pour lui taper sur les doigts en raison de ses nombreux commentaires."

## **"Des centaines de fiches SST" remplies après les webinaires à Grenoble ?**



François Lecointe, professeur d'histoire-géographie dans un collège de Saint-Martin d'Hères (Isère) et secrétaire académique du Snes-FSU de Grenoble

## | Snes-FSU

Pour François Lecointe, le signe du malaise est palpable à travers "la centaine de fiches SST remplies par des collègues de français et de mathématiques, notamment après la tenue des webinaires". "Et on n'est pas sur une signature de pétition. Une fiche SST, c'est une à deux heures de travail, pour un document que l'on fait remonter à son chef d'établissement. Qu'une centaine de collègues aient déjà pris le temps de faire cela en fin d'année, c'est un signe qui n'a rien d'anodin, c'est un acte qui demande un engagement." Contacté par AEF info sur ce phénomène, le rectorat de Grenoble n'a pas répondu.

### Illusion technocratique sur les outils produits

Le fait que les cadres se ressaisissent de leur cœur de métier et produisent des outils, nombreux, au service de la pédagogie, n'est-il pas à même de rassurer les enseignants ? "À Grenoble, les cadres n'ont jamais délaissé les enjeux de pédagogie", répond François Lecointe. "On peut en effet remarquer le gros travail de production qui est fourni. Mais pas de quoi rassurer les enseignants, pour la simple et bonne raison que nous sommes sur une opposition frontale. Ce sont deux conceptions de l'école qui s'affrontent, il y a un conflit de valeurs. Après les webinaires, nous avons des collègues qui sont horrifiés !"

Gaëtan Raffin (maths) a compris du webinaire que tous les profs devront faire le même programme à la même vitesse avec des groupes d'élèves de niveau différent : "Cela veut dire que certains profs noteront entre 11 et 19 quand d'autres devront noter entre 2 et 13. Je ne vois pas l'intérêt", dit-il. Catherine Buisson (français) constate également l'importante production de ressources, mais pointe l'illusion technocratique : "Penser que nous allons pouvoir élaborer des progressions communes en 3h, c'est complètement illusoire. Cela est déjà très chronophage pour des équipes qui ont l'habitude de travailler ensemble, alors imaginez pour des équipes qui ne se connaissent pas. Dans mon collège, on attend quatre nouveaux enseignants de français pour la rentrée !"

Elle pointe en outre une réduction importante de la liberté pédagogique, mais aussi des problèmes matériels très concrets comme "le fait d'avoir 6 ou 7 séries de livres disponibles puisque tous les élèves devront étudier les mêmes œuvres au même moment" : "Les chefs d'établissement ont déjà fait savoir qu'ils n'avaient pas le budget, donc ce sera aux familles de payer les livres, ce qui n'est pas possible partout..." De manière générale, il y a selon elle "un hiatus énorme entre la théorie et la pratique".

## Pas d'expertise pour la prise en charge de groupes de niveau

"Je suis enseignant depuis 15 ans. Et pendant 10 ans, j'ai suivi des formations pour apprendre à gérer l'hétérogénéité de ma classe", poursuit Gaëtan Raffin. "Et là, on me dit que je vais avoir un groupe homogène. Mais je n'ai pas d'expertise spécifique sur tel ou tel niveau : cela me fait tout aussi peur d'avoir un groupe d'élèves ultra-performants qu'un groupe plus en difficulté. Car je ne suis pas du tout sûr d'être à la hauteur !" Catherine Buisson abonde : "Gérer deux ou trois élèves décrocheurs dans une classe, ce n'est déjà pas facile. Mais il faut être sacrément armé pour gérer un groupe avec une dizaine d'élèves qui n'auront même pas envie d'être assis sur une chaise !"

Gaëtan Raffin ajoute être très sceptique quant au discours sur les travaux de recherche, "voire même être dans la défiance depuis l'ère Blanquer". "On n'entend pas la même chose : pour moi, la recherche, c'était l'JREM, qui a été supprimé : là, on avait des professeurs de mathématiques très performants qui nous donnaient de vrais outils pour progresser dans notre pédagogie."

Des tensions apparaissent en salle des profs



Catherine Buisson, professeure de français au collège de Vulbens (Haute-Savoie), syndiquée au SE-Unsa

| *Catherine Buisson*

Au final, le mérite de la réforme ne sera-t-il pas d'avoir obligé tous les enseignants à "bouger", à se poser des questions sur la différenciation pédagogique par exemple, à relire des travaux de recherche ? "Non, je dirais même qu'il y a eu un effet inverse en termes de désinvestissement car il n'y a pas eu de débat", répond François Lecointe. "Tout est verrouillé depuis le départ. J'observe plutôt un effet sur la démotivation des collègues, complètement désabusés, avec de plus en plus qui disent – même s'ils ne le font pas – vouloir faire autre chose."

Catherine Buisson est très alarmiste sur les tensions qui sont apparues en salle des profs. "On est tous contre, mais à des degrés divers. Il y en a, comme moi, qui préfèrent quand même être dans l'anticipation pour que la réforme ne se fasse pas sans nous. Mais on a

des enseignants qui sont tellement à fleur de peau à propos de cette réforme que le simple fait d'engager la conversation n'est pas possible. Cela les met hors d'eux au bout de cinq secondes." Elle en veut beaucoup aux promoteurs de cette réforme qui "mettent la tête sous l'eau d'enseignants qui cherchent juste à garder le cap et à survivre". "Moi j'ai 16 ans d'expérience. Mais si j'étais débutante, je ne crois pas que je resterais."

Gaëtan Raffin constate lui aussi un effet très négatif en termes de climat en salle des profs : "À la fin du webinaire, on s'est certes tous retrouvés pour dire le mal que l'on en avait pensé. Mais c'était de la critique pas du tout constructive. C'est très démotivant au final." Il prévoit d'ailleurs de ne pas se rendre à la demi-journée banalisée prévue mardi prochain : "Je suis remplaçant, je ne me sens pas concerné. Et je suis même prêt à perdre un jour de salaire pour montrer que je ne suis pas d'accord avec cette réforme."

## **Une demi-journée banalisée tourne court à Cesson-Sévigné (académie de Rennes)**

Dans l'académie de **Rennes**, à Cesson-Sévigné (Ille-et-Vilaine), la demi-journée organisée le 27 mai 2024 par les IPR sur la mise en place des groupes de niveau a tourné court. Sur les 50 enseignants de français et de mathématiques convoqués à cette réunion, 40 ont exprimé leur opposition à la réforme du "choc des savoirs", dans une déclaration lue en début de réunion. Le reste de la matinée a été consacré à des discussions.

"Nous savons pouvoir compter sur votre soutien et votre expertise, puisque depuis une quinzaine d'années, vous avez su nous accompagner, nous former, nous faire avancer, à vos côtés, dans la prise en compte de l'hétérogénéité, dans la différenciation, dans la pédagogie de projets qui faisait sens pour vous, comme pour nous", ont déclaré en préambule les enseignants, en s'adressant aux inspecteurs. Ils ont expliqué ensuite pourquoi ils s'opposaient à la mise en place des groupes de besoin : "inefficacité pédagogique", "tri social", "stigmatisation des élèves"... "Il est beaucoup plus simple et plus efficace de prendre en compte les besoins de chacun des élèves dans le cadre du groupe classe", ont-ils exposé, ajoutant : "les évaluations standardisées, les progressions communes, les manuels labellisés nous semblent un aplanissement de notre esprit critique, notre créativité et notre expertise pédagogique et une négation de la valeur des individus singuliers qui composent une classe".

## Le "sentiment d'avoir été écoutés"

Cette déclaration a été suivie d'un échange avec les inspecteurs, et le Dasen d'Ille-et-Vilaine, présent en première partie de matinée. "Le Dasen a essayé de défendre la réforme, mais les inspecteurs n'ont pas dit grand-chose", remarque Isabelle Camuzet, professeur de français au collège Pierre Brossolette de Bruz. "Ils sont tenus au devoir de réserve, mais on voyait bien qu'ils étaient gênés ; ils n'argumentaient pas vraiment". Les enseignants n'ont donc pas obtenu de réponses, mais ont le sentiment "d'avoir été écoutés". "Lors de la réunion, certains enseignants ont dit penser à la démission", poursuit Isabelle Camuzet. "Ça devrait leur poser question ! D'autant plus qu'on manque d'enseignants en français et mathématiques..."

L'enseignante précise que cette mobilisation "n'est pas une initiative syndicale" : "Un groupe WhatsApp a été créé par des enseignants convoqués à cette formation. C'est via ce groupe que notre déclaration a été élaborée. La plupart des enseignants impliqués ne sont pas syndiqués."

Generated with Reader Mode